

RÉNOVATION URBAINE, DU LOGEMENT, DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT,

concernant "l'immersion linguistique et le bilinguisme en Région bruxelloise".

INTERPELLATION JOINTE DE MME FATIHA SAÏDI,

concernant "les initiatives prises par le Gouvernement pour favoriser le bilinguisme via l'immersion linguistique dans la Région de Bruxelles-Capitale."

M. le président.- La parole est à M. Gosuin.

M. Didier Gosuin.- A la page 13 de la déclaration gouvernementale, on lit ceci ; " Avant la fin 2004, la-Région de Bruxelles-Capitale prendra les contacts nécessaires avec la Communautés afin de déterminer les possibilités de collaborer en matière d'apprentissage des langues, par exemple en organisant des échanges d'enseignants ou en encourageant la mise en place de dispositifs d'immersion linguistique accessibles à tous les publics ".

La déclaration précise également que "Le gouvernement bruxellois proposera aux autorités des Communautés d'organiser une table ronde bruxelloise de l'enseignement à laquelle l'ensemble des pouvoirs organisateurs sera convié".

Lors du débat, cette problématique a été mise en exergue par vous-même et par l'opposition. Il convient de sensibiliser les Communautés à cet aspect des choses, et d'aider les pouvoirs organisateurs, les communes à entrer dans des dispositifs d'immersion linguistique. Certaines communes, dont la mienne, ont fait preuve d'innovation, sans être couvertes pour autant par la Communauté française.

Que constate-t-on ? Depuis la mise en place de la nouvelle majorité régionale, votre exécutif ne s'est réuni qu'une seule fois avec celui de la Communauté française. Au terme de cette rencontre, il n'est fait nulle part mention de ce problème de l'immersion linguistique, ni dans les

STADSVERNIEUWING, HUISVESTING, OPENBARE NETHEID EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING,

betreffende "het taalbad en de tweetaligheid in het Brussels Gewest".

TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE VAN MEVROUW FATIHA SAÏDI,

betreffende "de regeringsinitiatieven om de tweetaligheid te bevorderen via een taalbad in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

De voorzitter.- De heer Gosuin heeft het woord.

De heer Didier Gosuin (in het Frans).- *In de regeringsverklaring staat dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "voor eind 2004 de nodige contacten met de Gemeenschappen zal nemen om te bepalen welke samenwerkingsmogelijkheden er zijn op het vlak van de taallessen, bijvoorbeeld door leerkrachten uit te wisselen of door de oprichting aan te moedigen van taalbadvoorzieningen die toegankelijk zijn voor iedereen".*

De verklaring zegt dat de Brusselse regering aan de gemeenschappen zal voorstellen om een rondetafelconferentie te organiseren met alle inrichtende machten.

Het is nuttig de gemeenschappen en de inrichtende machten bewust te maken van het belang van taalbaden. Enkele gemeenten, waaronder de mijne, hebben ter zake vernieuwende initiatieven genomen.

De nieuwe regering heeft nog maar een keer vergaderd met die van de Franse Gemeenschap. De taalbaden werden nergens vermeld in de notulen of in de verklaringen.

Hoewel onderwijs geen gewestbevoegdheid is, bespreekt de regeringsverklaring deze onderwijsmethode. De regering ging ervoor zorgen dat die tegen eind 2004 in praktijk zou worden gebracht.

procès verbaux, ni dans les déclarations.

Bien que la Région ne soit pas compétente en matière d'enseignement, vous avez de votre propre autorité fait inscrire ce dispositif dans la déclaration gouvernementale, dont la mise en place était prévue fin 2004. La coïncidence des partis au pouvoir pouvait laisser croire que vous auriez pu avoir des résultats en ce sens.

Mon interpellation et celle de Mme Fatiha Saïdi ont pour but de faire le point sur cet aspect de la déclaration du gouvernement.

Des subsides aux communes ont-ils été prévus comme ce fut le cas pour la formation des agents communaux en matière linguistique ?

Avez-vous prévu d'inviter les pouvoirs organisateurs à une table ronde pour traiter de ce problème ?

Le gouvernement bruxellois et la Communauté française ont-ils convenu d'un calendrier en ce sens ?

Y a-t-il des engagements précis de la part de la Communauté française pour des actions concertées ?

Pour donner plus d'ampleur à ces initiatives isolées prises en charge par des communes dont on connaît les limites budgétaires, la Région ne pourrait-elle concrétiser cet aspect de votre déclaration ?

On n'arrête pas de clamer le déficit existant en matière d'apprentissage des langues. Le chèque-langues que vous prônez est une solution insuffisante.

Qu'en est-il de la relation entre le gouvernement bruxellois et la Communauté française et de votre objectif initialement prévu pour fin 2004 ?

Où en est l'état d'avancement de ce dossier ?

M. le président.- La parole est à Mme Saïdi pour son interpellation jointe.

Mme Fatiha Saïdi.- La rencontre à laquelle M. Gosuin fait allusion devait se tenir avant la fin 2004. Cette rencontre entre les niveaux régionaux

Zijn er subsidies aan de gemeenten gepland zoals voor de taalopleidingen van de gemeentelijke ambtenaren? Zal u de inrichtende machten uitnodigen voor gesprekken?

Zijn de Brusselse regering en de Franse Gemeenschap daarvoor een agenda overeengekomen? Heeft de Franse Gemeenschap ingestemd met concrete gezamenlijke acties? Zal u uw regeringsverklaring uitvoeren, zodat de gemeenten met hun initiatieven niet meer geïsoleerd staan?

De talencheque die u voorstelt, is onvoldoende om iets te doen aan de gebrekkige talenkennis. Hoe zit het met uw doelstellingen voor eind 2004? Wat is de stand van zaken?

De voorzitter.- Mevrouw Saïdi heeft het woord voor haar toegevoegde interpellatie.

Mevrouw Fatiha Saïdi (in het Frans).- De heer Gosuin verwees naar een ontmoeting tussen het Brussels Gewest en de gemeenten, die voor 2005

et communautaires a-t-elle eu lieu ? Dans l'affirmative, quelles sont les principales dispositions qui ont été prises ?

Nous sommes très sensibles à la question du bilinguisme en Région bruxelloise, et c'est l'un de vos soucis particuliers, M. le ministre-président. En effet, la réalité régionale bicommunautaire de Bruxelles, conjuguée à sa dimension internationale, implique la nécessité pour les Bruxellois de disposer d'un apprentissage performant des langues. Dans notre Région plus particulièrement, le bilinguisme est non seulement une nécessité politique et sociale pour de meilleurs rapports entre nos communautés locales, mais il se pose aussi en termes d'accès à l'emploi, pour répondre à un besoin des recruteurs. Parmi les 22% de chômeurs de la Région de Bruxelles-Capitale, 90% d'entre eux sont unilingues et les perspectives de développement pour Bruxelles semblent s'orienter de manière toujours plus marquée vers l'international, et donc vers le multilinguisme.

Tous ces constats sont un lieu commun et les points de vue de nombreux acteurs sont, en la matière, plus que largement partagés. Au sein de notre parlement, la question du bilinguisme (voire du multilinguisme) n'est pas une nouveauté non plus. Sous la précédente législature, le 26 mars 2004, nous avons voté une proposition de résolution afin de soutenir les initiatives en matière d'apprentissage des langues et plus particulièrement le principe de l'immersion.

Partant de tous ces principes, qui n'ont pas été oubliés dans la déclaration gouvernementale - M. Gosuin a cité le passage se rapportant à la thématique qui nous occupe - je souhaiterais que nous fassions le point sur cette question pour connaître l'évolution du dossier et les points que vous allez accentuer.

Discussion conjointe

M. le président.- La parole est à M. Grimberghs.

M. Denis Grimberghs.- Je tenais à rappeler que le parlement a voté avant les élections de 2004 une motion qui dépassait les clivages majorité-

moest plaatsvinden. Is er inderdaad zo'n vergadering geweest?

De PS besteedt bijzondere aandacht aan de tweetaligheid in het Brussels Gewest. Het tweetalige en internationale karakter van Brussel maakt een goede talenkennis immers noodzakelijk, ook om werk te vinden. Ter illustratie: 90% van de Brusselse werkzoekenden is eentalig. In de toekomst zal Brussel nog internationaler en dus meertaliger worden.

Iedereen is het erover eens dat tweetaligheid een noodzaak is. In maart 2004 heeft het Brussels parlement een voorstel van resolutie goedgekeurd om initiatieven inzake taalonderricht en taalbaden te ondersteunen.

Ook in de regeringsverklaring wordt naar tweetaligheid verwezen. We moeten een stand van zaken opmaken. Op welke aspecten wilt u de nadruk leggen?

Samengevoegde bespreking

De voorzitter.- De heer Grimberghs heeft het woord.

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *Ik herinner u eraan dat het parlement voor de verkiezingen van 2004 een motie over*

opposition et les clivages linguistiques que l'on pourrait craindre sur cette question.

Après de longs débats au sein de cette commission et du parlement, il serait bon que l'on se souvienne d'un certain nombre de lignes de conduite, en vue d'assurer la coopération des deux Communautés par rapport à cette politique. Il ne s'agit pas de mettre en oeuvre au départ de la Région une politique qui serait organisée à la seule initiative de l'une des Communautés.

En termes de modalités de la coopération, la Région pourrait initier des formes de coopération entre les deux Communautés, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Bruxelles dispose d'un atout pour organiser l'immersion linguistique, mais n'en profite pas.

Par ailleurs, au niveau de la Communauté française, un travail d'évaluation est en cours sur les méthodes d'immersion organisées sur le territoire de la Communauté, principalement en Région wallonne et très peu sur le territoire bruxellois.

Il faut réfléchir à cette problématique au départ de l'atout dont nous disposons, à savoir des enseignants sur le même territoire, financés les uns par la Communauté française, les autres par la Communauté flamande, qui pourraient réaliser des échanges entre eux pour disposer d'un personnel natif pour enseigner certains cours. C'est la logique même de l'immersion.

M. le président. - La parole est à Mme Quix.

Mme Marie-Paule Quix (en néerlandais).- *Je suis un ardent défenseur du bilinguisme et du multilinguisme. Chaque institution doit pouvoir exercer ses compétences. Ce n'est pas la tâche de la Région de donner des ordres aux établissements scolaires et autres. L'accord de gouvernement indique que la Région peut convier les Communautés à des entrevues, mais pas qu'elle peut s'immiscer dans leur gestion.*

Certaines écoles proposent un enseignement multilingue. Des projets pilotes sont en cours dans des écoles flamandes de Bruxelles. Vous devriez consulter les intéressés. La COCOF et la VGC devraient conclure un accord pour encourager semblables initiatives. Cet accord est d'ailleurs

tweetaligheid heeft goedgekeurd. De tegenstellingen tussen meerderheid en oppositie en Nederlands- en Franstaligen werden toen overstegen.

Met het oog op een goede samenwerking van de gemeenschappen is het nuttig enkele gedragsregels in gedachten te houden. Het heeft geen zin dat een van de twee gemeenschappen volledig op eigen houtje een beleid voert.

Het Brussels Gewest zou het initiatief kunnen nemen om de samenwerking tussen de twee gemeenschappen op te krikken. Brussel is uitstekend geschikt om taalbadan te organiseren, maar die kans wordt niet benut.

De Franse Gemeenschap evalueert de resultaten van taalbadan in het onderwijs.

Brussel beschikt over een belangrijke troef: in het Brussels Gewest is het gemakkelijk om uitwisselingen te organiseren van leerkrachten uit het Frans- en het Nederlandstalig onderwijs. Op die manier krijgen leerlingen les van native speakers.

De voorzitter. - Mevrouw Quix heeft het woord.

Mevrouw Marie-Paule Quix. - Uiteraard ben ik een groot voorstander van twee- en meertaligheid en moeten er initiatieven worden genomen. Elk niveau moet wel zijn bevoegdheden kunnen uitoefenen. Het is niet de taak van het gewest om onderwijsinstellingen en dergelijke bevelen te geven. In het regeerakkoord staat wel dat het gewest de Gemeenschappen kan uitnodigen voor gesprekken, maar niet dat het gewest zich in hun beleid moet mengen. Er is zo al verwarring genoeg.

Er zijn al heel wat initiatieven, bijvoorbeeld scholen die meertalig onderwijs aanbieden. Ook in Nederlandstalige scholen in Brussel lopen er proefprojecten in verband met meertaligheid. U

approuvé par le conseil de la VGC.

M. le président.- La parole est à M. Dubié.

M. Josy Dubié.- Mme Quix a raison de souligner que la question est communautaire. Nous sommes tous convaincus de ce que le bilinguisme est fondamental à Bruxelles. Lorsque l'on parle d'immersion, il faut souligner qu'il y a une immersion de fait à Bruxelles, qui concerne des milliers d'enfants francophones qui suivent l'enseignement néerlandophone avec succès. Ma fille de six ans est à l'école flamande depuis la "kleuterschool" et est parfaite bilingue. Il serait intéressant de connaître le nombre d'enfants qui sont dans cette situation.

M. le président.- La parole est à M. Picqué.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Je partage l'intérêt pour ce débat et pour le multilinguisme, dont tout semble montrer qu'il constitue l'un des atouts de notre Région sur le plan international. Ce dossier n'avance pas à la vitesse que l'on pourrait souhaiter, parce que se posent un certain nombre de problèmes : qui est l'opérateur ? Qui est l'acteur privilégié ? Il est possible de concilier Régions et Communautés, mais il faudra choisir une stratégie à un moment donné.

L'immersion linguistique pourrait être évoquée à l'occasion de la table ronde bruxelloise de l'enseignement, même si la connaissance des langues ne constitue qu'un aspect de cette table ronde.

Des réunions ont eu lieu fin 2004, début 2005, entre mon cabinet et celui de la ministre-présidente de la Communauté française, pour envisager les mesures qui pourraient être prises pour combler ce fossé de qualification linguistique. Vu que ces matières relèvent d'abord et surtout de la COCOF, on a élargi le débat à ses représentants, et j'ai

zou beter eerst luisteren naar al deze betrokkenen. Ook moet er een akkoord komen tussen de COCOF en de VGC om dergelijke initiatieven te stimuleren. Ik dacht trouwens dat er al een akkoord was. Het is in elk geval al in de VGC-raad goedgekeurd. Het gewest moet zich tot zijn bevoegdheden beperken. Het moet uiteraard het belang van tweetaligheid beklemtonen, maar mag niet in de plaats van de Gemeenschappen optreden.

De voorzitter.- De heer Dubié heeft het woord.

De heer Josy Dubié (in het Frans).- *Mevrouw Quix benadrukt terecht dat dit een gemeenschaps-aangelegenheid is. Overigens is het taalbad in de praktijk al een realiteit in Brussel: duizenden oorspronkelijk Franstalige kinderen lopen school in het Nederlandstalig onderwijs. Mijn dochter is daardoor nu perfect tweetalig. Het zou interessant zijn te vernemen hoeveel leerlingen in dezelfde situatie verkeren.*

De voorzitter.- De heer Picqué heeft het woord.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Talenkennis is een van de troeven van het gewest op internationaal vlak. Er zijn in deze aan gelegenheid echter een aantal problemen aan de orde. Er moet een duidelijke strategie komen en gewesten en gemeenschappen moeten op één lijn zitten.*

Het taalbad kan bij de volgende rondetafel inzake onderwijs aan bod komen.

Wat betreft de achterstand op het vlak van talenkennis, heeft mijn kabinet reeds overlegd met dat van mijn Waalse collega. Ook de COCOF is nu bij dit overleg betrokken en ik zal ook de VGC vragen om een aantal maatregelen te nemen.

Het lijkt mogelijk om tussen de COCOF en de Franse Gemeenschap in december 2005 op een aantal punten overeenstemming te bereiken. Zo moet het bestaande samenwerkingsakkoord tussen de VDAB en Bruxelles Formation worden uitgebreid. Dat akkoord voorziet in de uitwisseling van stagiairs met het oog op een taalbad.

demandé à mes collaborateurs de solliciter la VGC afin de définir des mesures qui relèveraient de sa compétence.

Maintenant que sont visibles les points de soudure possibles entre les différents niveaux de pouvoir, ce point sera à l'ordre du jour lors du gouvernement conjoint de la COCOF et de la Communauté française du mois de décembre à venir. Il s'agira notamment de renforcer l'accord de coopération existant entre le VDAB et Bruxelles Formation, qui prévoit un échange de stagiaires entre les deux organismes, pour une immersion linguistique.

Il faudrait inventer une sorte d'échange Erasmus au niveau belge. L'un des avantages de cette formule est qu'elle ne nécessite pas a priori de moyens pédagogiques supplémentaires. Elle pose cependant le problème du recrutement de personnel pédagogique. Le capital humain n'est pas suffisamment disponible dans beaucoup d'écoles. Des cours de néerlandais ne sont pas donnés faute d'enseignants disponibles. De plus, des enseignants quittent le métier, notamment parce qu'il y a un appel d'offres d'emploi en matière de traducteurs et traductrices.

Cette carence d'enseignants s'explique aussi en raison du fait qu'à l'heure actuelle, seuls les enseignants diplômés de l'enseignement francophone peuvent enseigner en Communauté française, alors qu'il faudrait faciliter les échanges entre enseignants des deux Communautés.

Cela fait fait partie de cet accord de coopération entre Communautés dont nous avons tous et toutes beaucoup parlé ces dernières années. C'est un dossier qu'il faut traiter dans les enceintes communautaires, je suis d'accord avec Mme Quix à ce sujet. Ce qui ne veut pas dire que la Région ne peut pas l'appuyer. Une des pistes que j'ai proposées lors de mon dernier contact avec Mme Arena, était de voir si des expériences pilotes pouvaient être soutenues par la Communauté française vis-à-vis des pouvoirs organisateurs communaux, dans les enseignements libre et officiel. Les contacts doivent être noués de manière très concrète dans les enceintes communautaires sur cet objectif.

Dans le cadre du chantier "synergie emploi-formation" du Contrat pour l'économie et l'emploi,

Er is nood aan een soort Erasmusprogramma op Belgisch niveau. Daarvoor zijn geen bijkomende pedagogische middelen nodig. Er is wel nood aan meer leerkrachten. Er zijn te weinig leerkrachten Nederlands omdat de grote vraag naar vertalers hen weglukt uit het onderwijs.

Een bijkomend probleem is dat alleen leerkrachten met een Franstalig diploma in de Franse Gemeenschap aan de slag kunnen. De uitwisseling van leerkrachten moet bijgevolg vlotter verlopen.

Ik ben het met mevrouw Quix eens dat dit dossier moet worden besproken in de raden van de gemeenschappen. Dat wil echter niet zeggen dat het geweest dit dossier niet kan steunen. Zo heb ik minister Arena voorgesteld dat de Franse Gemeenschap een aantal proefprojecten in het gemeentelijk (vrij en officieel) onderwijs zou steunen.

In het kader van het hoofdstuk "Link tussen tewerkstelling en opleiding" van het Contract voor economie en tewerkstelling zal in het eerste kwartaal van 2006 een Brusselse rondetafelconferentie worden gehouden met alle bevoegde ministers (gewest, COCOF, gemeenschappen). De agenda is al min of meer vastgelegd: informatie van werkzoekenden en eindejaarsstudenten over de arbeids-, opleidings- en onderwijsmogelijkheden in Brussel, inventaris van het opleidings- en onderwijsaanbod en afstemming ervan op de behoeften van de arbeidsmarkt, uitrusting van de technische en beroepsscholen, opleidingsinfrastructuur.

Om een aantal denksporen en aanbevelingen voor te bereiden, organiseren we in december, samen met de « Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement » en het Brussels Nederlandstalig Comité voor Tewerkstelling en Opleiding (BNCTO), een vergadering om na te gaan hoe we de complementariteit tussen onderwijs en opleiding in Brussel kunnen verbeteren: toenadering tussen scholen, beroepsopleiding en opleiding in de bedrijven, socio-professionele inschakeling en OCMW, talenkennis.

De problemen zijn nog lang niet opgelost, maar er zijn contacten gelegd en een aantal vergaderingen gepland tijdens de komende maanden. Het is belangrijk dat we de COCOF en de VGC ertoe

il a été décidé de tenir au cours du premier trimestre 2006 une table ronde bruxelloise de l'enseignement. Cette table ronde pourra associer tous les ministres concernés, tant ceux de la Région de Bruxelles-Capitale que de la COCOF, et les ministres communautaires qui sont responsables en matière d'enseignement et de formation. On a plus ou moins décidé de ce qu'il faudrait évoquer lors de cette table ronde : la formation des demandeurs d'emploi et des élèves de terminale quant aux possibilités d'emploi, de formation et d'enseignement à Bruxelles, l'inventaire de l'offre de formation et d'enseignement et son adéquation par rapport aux besoins du marché de l'emploi, l'équipement des écoles techniques et professionnelles et les infrastructures de formation.

Afin de dégager certaines pistes et recommandations avant cette table ronde, nous organisons en décembre de cette année, en collaboration avec la Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement et le Brussels Nederlandstalig Comité voor Tewerkstelling en Opleiding (BNCTO) une réunion de manière à ce qu'on voie sur quoi pourrait être mis l'accent dans les complémentarités entre la formation et l'enseignement à Bruxelles : le rapprochement des écoles, la formation professionnelle et en entreprise, l'insertion en entreprise pour les jeunes publics, l'insertion socio-professionnelle et les CPAS, la connaissance des langues.

Je ne vais pas vous dire que nous sommes près d'aboutir parce que ce serait un mensonge. Des contacts ont été pris, des réunions sont programmées dans les deux-trois mois qui viennent. Mais il faut absolument qu'on incite la COCOF et la VGC à définir un programme commun que la Région peut venir appuyer au titre de formation et d'emploi, et qui trouverait des formes d'intervention dans les deux Communautés. Nous sommes aujourd'hui confrontés à un certain retard par rapport aux objectifs que nous nous étions fixés, qui est en partie dû à l'extraordinaire complexité institutionnelle que le sujet amène.

M. le président.- La parole est à M. Gosuin.

M. Didier Gosuin.- J'entends bien qu'un retard existe. Je précise que ce n'est évidemment pas nous qui avons inscrit cela dans la déclaration.

aanzetten een gemeenschappelijke programma op te stellen dat het Gewest kan steunen. We hebben enige vertraging opgelopen, maar die is gedeeltelijk te wijten aan de uiterst ingewikkelde institutionele context.

De voorzitter.- De heer Gosuin heeft het woord.

De heer Didier Gosuin (in het Frans).- *Het is zeker waar dat deze zaak vertraging heeft opgelopen. Hoewel nu ook de meerderheid*

Vous vous êtes fixé un certain nombre d'objectifs : j'entends aujourd'hui que même dans la majorité, on explique que c'est de la compétence "Communauté". Bien entendu, mais il n'en demeure pas moins que vous vous êtes donné un objectif selon lequel vous prendriez des initiatives avant fin 2004.

Je sais que ce n'est pas facile mais il faut - dans un réunion conjointe avec les Communautés - inscrire les points à l'ordre du jour. C'est bien d'avoir des contacts, mais j'aurais préféré que vous inscriviez le point à l'ordre du jour quitte à ce que vous en arriviez au constat que les Communautés ne veulent pas en parler pour toutes sortes de raisons, qu'elles ne soient pas prêtes. Cela, évidemment, on ne pourrait pas vous en faire reproche, mais qu'au moins ce point soit inscrit et débattu.

Vous avez raté une occasion et j'aimerais que l'on puisse corriger le tir pour pouvoir débattre avec les Communautés. C'est évident que l'on ne va pas pouvoir se substituer aux Communautés ; les Régions ont déjà tellement de difficultés, la Région bruxelloise en particulier, à assumer leurs propres responsabilités. A tout le moins, que celles et ceux qui travaillent à d'autres niveaux se sentent soutenus par la Région, d'autant plus que la Région en a fait un objectif avec un calendrier précis.

Vous m'avez parlé d'immersion et de la difficulté d'engager quelqu'un ayant réussi l'examen dans l'enseignement francophone. Vous laissez entendre qu'il faut venir de l'enseignement francophone dans l'immersion linguistique ? Cela ne me paraît pas exact. On doit venir de l'enseignement néerlandophone et aujourd'hui, en principe, le décret de la Communauté française subventionne des "native speakers", donc des néerlandophones ayant fait leurs examens et leurs études en néerlandais dans des études de formation d'institutrice ou de régent en néerlandais ; ceci pour ne pas donner l'impression qu'il y a un problème ou il n'y en pas.

Il est vrai qu'il y a difficulté d'engager des enseignants néerlandophones parce qu'il y a une différence significative de salaires. La néerlandophone qui viendrait dans une école francophone travaillerait au barème francophone, ce qui est légitime mais si elle reste dans l'enseignement néerlandophone, cette personne touchera plus que si elle reste dans l'enseignement

toegeeft dat het om een gemeenschaps-aangelegenheid gaat, had de regering zich ertoe verbonden om voor het einde van 2004 initiatieven te nemen.

Contacten zijn goed, maar het ware beter geweest als de taalbad en effectief op de agenda waren gezet van een gezamenlijke vergadering met de gemeenschappen. Als ze er dan niet over hadden willen praten, dan was dat tenminste duidelijk geworden. Niemand had u dat verweten. Dat is niet gebeurd en ik vind dat een gemiste kans.

Uiteraard kan het gewest niet in de plaats treden van de gemeenschappen. De regering kan de andere gezagsniveaus wel het gevoel geven dat ze achter hen staat, zeker omdat het gewest een concreet doel en een duidelijk tijdschema heeft vastgelegd.

Volgens de minister is er een probleem met het taalbad en de indienstneming van leerkrachten. Hij suggereert dat een diploma van de Franstalige gemeenschap noodzakelijk is om binnen dat taalbad te onderrichten. Dat is onjuist. Leerkrachten moeten uit het Nederlandstalig onderwijs komen en het decreet van de Waalse Gemeenschap subsidieert 'native speakers'. Daartoe behoren ook Nederlandstalige onderwijzers en regenten Nederlands.

De reden dat het moeilijk is om Nederlandstalige leerkrachten te vinden ligt in het loonverschil. De Vlaamse leerkrachten worden beter betaald.

Als er dus nog een vergadering met de gemeenschappen plaatsvindt in 2005...

francophone. Il y a une espèce de sacerdoce pour les néerlandophones à vouloir venir dans l'enseignement francophone, parce qu'ils acceptent un salaire moindre de quelques centaines d'euros.

Je vous demande donc que lors des prochaines réunions avec les Communautés, en présumant qu'il y en aura encore une en 2005...

M. Charles Picqué, ministre-président.- COCOF-Communautés.

M. Didier Gosuin.- Je ne pense pas que la COCOF puisse beaucoup vous aider dans le cadre de l'immersion linguistique. Qu'il y ait une réunion avec les gouvernements des Communautés, de la Communauté flamande et de la Communauté française, avec mis et inscrit par la Région à l'ordre du jour, la problématique de l'immersion dans tous ses aspects et notamment au niveau scolaire. Ce serait un signal. Si vous ne le faites pas, nous continuerons à tourner en rond ; il faut poser le problème au niveau des deux Communautés.

M. le président.- La parole est à Mme Saïdi.

Mme Fatiha Saïdi.- Je suis très heureuse de vous avoir posé cette question car elle nous a permis de vous entendre à propos de ce qui a été mis en oeuvre et de ce qui le sera dans les prochains jours et les prochains mois.

Je suis également heureuse d'entendre qu'il y a une volonté politique et que de nombreuses voies sont explorées. Il a également été question de la difficulté de mise en oeuvre et des méthodes d'apprentissage. Il ne faut pas verser dans la démagogie. Nous devons être conscients que certaines analyses tendent à dire, qu'en certains endroits, il est impossible de mettre en place de telles méthodes d'apprentissage. Ces difficultés ne doivent toutefois pas nous faire baisser les bras. Au contraire, cela doit nous inciter à nous interroger sur les noeuds et les blocages et à trouver des solutions adaptées et réalistes aux problèmes constatés.

Les questions relatives au bilinguisme et au multilinguisme nous intéressent plus particulièrement pour qu'elles ne soient pas réservées à un enseignement d'élite. Pour nous,

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- Tussen de COCOF en de gemeenschappen.

De heer Didier Gosuin (in het Frans).- Ik denk niet dat de COCOF veel kan bijdragen in het kader van het taalbad. Die aangelegenheid moet aan bod komen in een vergadering met de regeringen van de Vlaamse en de Franse gemeenschap, waar het gewest de problematiek van het taalbad in alle facetten, ook in het onderwijs, op de agenda plaatst. Anders raakt het gewest geen stap verder.

De voorzitter.- Mevrouw Saïdi heeft het woord.

Mevrouw Fatiha Saïdi (in het Frans).- Het is prettig dat we nu weten wat de stand van zaken is. Het doet me tevens plezier dat er duidelijk voldoende politieke wil is om dit dossier tot een goed einde te brengen, en dat alle opties open worden gehouden. Uit studies blijkt dat het in bepaalde omstandigheden onmogelijk is om dit soort leermethoden toe te passen. Dat mag ons niet ontmoedigen, maar moet ons integendeel stimuleren om de hinderpalen uit de weg te ruimen.

Meertaligheid hoort binnen ieders bereik te liggen. Het mag geen voorrecht zijn van de leerlingen van elitescholen.